



## Pauvre Irlande?

**L'Irlande est considérée dans le monde comme « le Tigre Celtique » qui s'est hissé d'une situation très précaire jusqu'à une prospérité jusque là inconnue. Après des siècles de pauvreté et de stagnation à la périphérie de l'Europe, le pays s'est lancé en 1987, en partant du point le plus bas, dans une transformation sociale et économique audacieuse. Sur base d'un large consensus entre employeurs et syndicats les Irlandais se sont tous embarqués sur la voie de la modération salariale, de la discipline budgétaire, d'allègements fiscaux et de la recherche et l'innovation. Profitant de la conjoncture favorable, un véritable miracle économique s'est réalisé. L'Irlande a aujourd'hui le PIB par habitant le plus élevé de l'Union européenne, à l'exception du Luxembourg. L'Irlande est aujourd'hui dans le monde le plus grand exportateur par habitant. Le taux de chômage y est devenu presque négligeable.**

Partout dans l'Union européenne le miracle irlandais suscite un mélange d'admiration, de jalousie et d'incrédulité. Une telle éclosion économique dans un pays aussi aride de la zone euro doit bien cacher quelque chose, n'est-ce pas. Les incrédules semblent trouver aujourd'hui le revers de ce miracle dans une étude récente de la Fondation Robert Schuman, un centre d'étude pour l'intégration européenne. Il apparaît en effet de cette étude que l'Irlande a le taux de pauvreté le plus élevé de l'Union européenne toute entière. Le miracle irlandais serait-il un mythe ?

De prime abord, les chiffres sont déconcertants. L'Irlande partage en effet avec la Grèce et la Slovaquie le taux de pauvreté le plus élevé de l'Union européenne en 2003. 21% de la population y vit officiellement en dessous du seuil de pauvreté. Mais une statistique peut parfois être trompeuse. C'est le cas en particulier pour la statistique de pauvreté. En Europe, la pauvreté est déterminée de façon monétaire en référence au "revenu médian". Le revenu médian est précisément le milieu de la distribution des revenus monétaires dans un pays donné: la moitié de la

population gagne moins et l'autre moitié gagne plus que le revenu médian. Le revenu considéré est le revenu disponible après taxes et transferts. Quiconque qui dispose de moins de 60% du revenu médian est officiellement en dessous du seuil de pauvreté. Sur base de cette mesure, 21% de la population irlandaise est en dessous du seuil de pauvreté.

Le problème de cette statistique est que la pauvreté y est définie par rapport à une position médiane dans la distribution des revenus disponibles. En ce sens il s'agit d'une statistique de dispersion des revenus, plus que d'une véritable mesure de la pauvreté. Pour appréhender cette dernière il faudrait vérifier si un revenu donné implique nécessairement une pauvreté en terme absolu de pouvoir d'achat dans le pays concerné, indépendamment de l'écart à la médiane.

La définition de la pauvreté en référence au revenu médian d'un pays cache donc un choix politique en faveur de la redistribution des revenus. C'est l'inégalité de revenu plus que la pauvreté absolue qui est ainsi jugée. Pour cette raison on en arrive à reprocher



facilement la "pauvreté" (lire : l'inégalité de revenu) dans des pays qui ne partagent pas ce choix politique. Le scandale régulier au sujet de la grande pauvreté aux États-Unis en est un bel exemple. La nuance entre l'inégalité de revenu et la pauvreté intrinsèque est rarement faite. Expliquons-nous.

l'Irlande (en unité standard de pouvoir d'achat) ne sont pas ceux que nous qualifions spontanément de prospères. Par les écarts de développement entre pays, le "pauvre" Irlandais dispose d'un pouvoir d'achat plus important que le riche Hongrois ou Tchèque. Mieux vaut être «pauvre» dans un pays riche que «riche»

*Le taux de pauvreté élevé en Irlande doit être interprété avec beaucoup de précaution. Par contre, la croissance spectaculaire de l'économie irlandaise, tout en bénéficiant massivement les plus démunis, n'a pas conduit à une redistribution concomitante des revenus. Faut-il préférer une croissance économique plus rapide avec plus d'inégalité ou une croissance économique faible avec moins d'inégalité ?*

Cette mesure de la pauvreté est une mesure nationale qui ne tient pas compte des écarts existant entre les conditions de vie au sein des pays européens. Ainsi les seuils de pauvreté dans l'Union Européenne varient du simple au double en termes de pouvoir d'achat entre le Portugal et le Danemark. Il en résulte qu'un Danois « pauvre » a un pouvoir d'achat deux fois plus élevé qu'un Portugais « pauvre ». C'est ce qui explique contre toute attente que la République tchèque affiche le taux de pauvreté le plus faible d'Europe. Un pays en voie de développement très pauvre pourrait très bien avoir une pauvreté très faible si les inégalités de revenus sont suffisamment réduites. De même doubler le revenu de tous les habitants d'un pays n'aurait aucun effet sur le taux de pauvreté de ce pays.

Cet aspect est d'ailleurs discuté dans l'étude. Car si l'Irlande est la plus mal classée, on retrouve parmi les mieux classées la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie (avec des taux de pauvreté variant entre 8% et 10%). Pourtant ces nouveaux Etats membres avec un revenu médian s'élevant en moyenne à 25% de celui de

dans un pays pauvre.

En bref : le taux de pauvreté élevé en Irlande doit être interprété avec beaucoup de précaution. Une perception correcte de la pauvreté demande une évaluation de tous les revenus monétaires en termes absolus (et non pas relativement à des référentiels nationaux) exprimés en unité standard de pouvoir d'achat, ainsi que de leur évolution dans le temps. Une évaluation complète de la pauvreté doit par ailleurs tenir compte, non seulement des revenus monétaires, mais aussi de la valeur des propriétés mobilières et immobilières. Les statistiques européennes sont encore largement insuffisantes ou incompatibles à cet égard, d'où l'option pour le revenu monétaire médian. Il est dommage que la rhétorique classique sur la pauvreté telle que répercutée dans la presse et l'opinion publique accorde aussi peu d'attention aux faiblesses de cette mesure de la pauvreté.

Le miracle irlandais a eu des avantages massifs pour des centaines de milliers d'Irlandais qui auparavant vivaient dans la précarité. L'Irlande a réduit son taux de



chômage de 16,3% en 1988 à 4,2% aujourd'hui. Entre 1990 et 2005 le nombre d'emplois y a augmenté de 1,1 million à 1,9 million d'unités. L'énorme création d'emplois a notamment bénéficié les travailleurs à faible productivité qui ailleurs en Europe sont souvent condamnés au chômage. En l'espace d'une seule génération le niveau de vie moyen des Irlandais est passé d'un des plus bas à un des plus hauts en Europe. Le pourcentage des familles irlandaises en réelle pénurie de moyens a été réduit par moitié dans la seule période 1987-1998.

Par contre, il ressort clairement de l'étude mentionnée que la croissance spectaculaire de l'économie irlandaise n'a pas conduit à une redistribution concomitante des revenus. Les gains de cette prospérité n'ont pas été également partagés entre tous. Cela donne une recrudescence de la "pauvreté" comme résultat paradoxal. En fait ce que l'Irlande nous rappelle c'est que plus d'inégalité associée à une expansion économique rapide peut bénéficier à tous, y compris les pauvres qui disposent d'un pouvoir d'achat plus élevé qu'auparavant.

Le choix est donc assez simple : soit une croissance économique plus rapide avec une hausse du revenu moyen mais plus d'inégalité ; soit une croissance économique faible avec moins d'inégalité et plus de redistribution. Pour connaître la préférence des gens eux-mêmes sur ces deux options il suffit d'observer comment leur préférence est révélée au travers de leurs choix de migration (i.e. « le vote avec les pieds »). Pendant des siècles, l'Irlande a été un pays d'émigration. Les Irlandais sont partis massivement, surtout aux Etats-Unis, pour

fuir la pauvreté et la famine. Aujourd'hui l'Irlande est devenue le plus grand pays d'immigration de l'UE par habitant. Surtout depuis l'élargissement de l'UE vers l'Est et l'Europe centrale pour laquelle l'Irlande fait office d'Eldorado pour des milliers de migrants pauvres qui espèrent y trouver la prospérité. Manifestement ces gens préfèrent plus de croissance avec plus d'inégalité à moins de croissance avec moins d'inégalité. Il faut aussi admettre que ce flux de migrants pauvres a augmenté le taux de pauvreté du pays d'accueil (comme l'Irlande) et réduit celui du pays de départ (comme la Slovaquie ou la Tchéquie). Faut-il pour autant condamner cette migration économique ? Le mérite de l'Irlande a été d'accueillir ces migrants.

Il est aussi évident qu'une croissance économique plus rapide alimente le budget de l'Etat et assure la viabilité et le développement de la protection sociale. Peut-être devrions-nous accepter en Belgique plus d'inégalité pour préserver la solidarité et la protection sociale. Car malgré une forte fiscalité et des dépenses sociales très élevées, la Belgique affiche un taux de pauvreté de 15%, c'est-à-dire à peine 6% de moins que l'Irlande, mais en se privant des perspectives de croissance irlandaises qui en 25 ans a doublé son revenu par habitant par rapport à l'UE-15. À vous de choisir.

**Marc De Vos** (Université de Gand)  
Directeur Itinera Institute

**Jean Hindriks** (UCL)  
Senior Fellow Itinera Institute



*Paru en version réduite dans l'Echo du 29 juin 2006, sous le titre "L'Irlande, entre pauvreté et croissance".*

*Het Itinera Institute is een onafhankelijke denktank en doetank die, boven partijgrenzen, regionale verschillen en belangengroepen heen, wegen wil aanreiken voor beleidshervormingen met het oog op duurzame economische groei en sociale bescherming in België en zijn regio's.*

## **Itinera Institute** VZW-ASBL

**Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles**

**T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69**

**[info@itinerainstitute.org](mailto:info@itinerainstitute.org) [www.itinerainstitute.org](http://www.itinerainstitute.org)**

*L'Institut Itinera est un think-tank et do-tank indépendant qui, au-dessus et au-delà des partis politiques, des différences régionales et des groupes d'intérêt, veut identifier les chemins de réformes qui garantissent une croissance économique et une protection sociale durables en Belgique et dans ses régions.*

Verantwoordelijke uitgever – Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur.

*Disclaimer: The views presented in this Nota are those of the author(s) and do not necessarily represent those of the Itinera Institute. Nota describe research in progress by the author(s) and are published to elicit comments and to further debate.*